

Lettre ouverte au président de l'OLP et au président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas

Sur le plan intérieur, nous sommes dans une situation désastreuse.

Sam Bahour



6 juillet 2019 12 min de lecture



Le Président de l'OLP et président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas

Il serait inexact de les voir, aussi égarés soient-ils, en amateurs : Donald Trump, Jared Kushner, Jason Greenblatt et l'Ambassadeur des États-Unis, David Friedman, véritable architecte de tout le fiasco connu dans les médias comme le « Deal of the Century. » Ce sont des acteurs puissants, dotés d'une stratégie méprisable, qui ont accès à d'énormes ressources d'État et, ce qui est plus important, ils ont la superpuissance mondiale au bout du doigt.

À l'issue de ma réflexion sur la présidence de Trump en ce qui concerne la Palestine, et en particulier le récent atelier économique « Peace to Prosperity » organisé à Bahreïn, je me trouve dans l'obligation de m'adresser à l'Autorité Politique Palestinienne, représentée aujourd'hui par le président de l'Organisation de Libération de la Palestine, Mahmoud Abbas. D'où cette lettre ouverte.

Monsieur le Président Abbas,

Je vous écris à titre personnel : en tant que Palestinien, militant de longue date pour la Palestine, né dans la diaspora palestinienne ; bien que je sois né en Amérique, je me suis installé en Palestine après l'annonce des accords d'Oslo et je participe activement au développement économique de ce pays depuis 25 ans en tant que résident palestinien d'Al-Bireh et résidant dans le pays de mes ancêtres. Ici, ma femme et moi avons élevé deux filles issues du système éducatif palestinien, l'une récemment diplômée du MIT et l'autre actuellement en deuxième année à Harvard. J'ai été l'une des personnes nommées par vous à l'Assemblée Générale du Fonds d'Investissement pour la Palestine, avant de démissionner l'année dernière après dix ans de bénévolat. Plus récemment, avec un groupe de professionnels, j'ai cofondé NAZAHA, l'Académie Palestinienne pour l'Intégrité - car, même si des ONG ferment, nous restons déterminés à former une génération future exempte de la corruption qui a dominé notre passé. Je serai heureux de vous en dire plus sur mes activités une autre fois, mais cette lettre ne me concerne pas, elle nous concerne tous.

À l'occasion de mes travaux bénévoles des dernières semaines pour prendre la parole devant l'Atelier économique américain sur la paix et la prospérité tenu à Bahreïn en juin, de nombreuses questions importantes se sont fait jour. L'atelier était un cirque et ses clowns étaient nombreux. La seule chose qui manquait à Bahreïn était l'éléphant du cirque appelé « l'occupation militaire israélienne », parce que les États-Unis insistaient pour la maintenir en Palestine, le pied sur le cou des Palestiniens.

Une lettre ouverte à Jared Kushner en réponse à son plan économique figure parmi les nombreux articles d'opinion et rapports que j'ai écrits récemment. Le ton satirique de ma lettre semblait correspondre parfaitement à l'approche comique de Kushner en matière de développement économique sous occupation militaire. Après la mise en scène de l'atelier économique, j'ai décidé de vous écrire cette lettre ouverte. Cette fois, ma lettre n'est pas destinée à être une satire. C'est vraiment sérieux, pour notre bien à tous.

Maintenant que l'atelier s'est terminé, sur ce que n'importe qui doté d'un soupçon de discernement peut reconnaître comme un fiasco embarrassant de dimension internationale, nous retrouvons tous notre quotidien. Les apparences mises à part, cependant, nous ne pouvons pas dire que les choses reprennent leur cours normal. L'administration Trump ne laissera pas cet éclatant échec la détourner du chemin qu'elle suit depuis près de deux ans maintenant, visant à pulvériser la lutte palestinienne pour la liberté et l'indépendance.

Vous avez passé les 25 dernières années, depuis la signature des accords de paix d'Oslo et votre retour en Palestine, sans oublier tous vos efforts sur cette voie avant Oslo, à trouver un équilibre entre la libération de l'occupation militaire israélienne et la mobilisation sur la scène mondiale pour la reconnaissance de notre État. Vous vous êtes retrouvé plongé dans le borborygme des négociations bilatérales avec un partenaire de négociation ayant l'intention de ne pas parvenir à un accord et incapable d'imaginer l'idée d'un État palestinien émergeant sur le terrain. Au lieu de recadrer notre stratégie de mouvement de libération nationale dès que le délai de cinq ans d'Oslo a expiré, vous avez plutôt fait pencher la balance de vos activités pour faire progresser le futur appareil d'État. C'était un défi à la réalité étant donné qu'Israël utilisait chaque jour passé pour créer davantage de faits accomplis en vue de faire de son occupation militaire une réalité permanente.

Maintenant que les États-Unis - le médiateur non neutre sur lequel vous avez parié pendant le processus d'Oslo - ont montré leurs vraies couleurs sous l'administration Trump, la réalité exige une action, une action réelle, et pas simplement une autre position de principe accompagnée de la rhétorique qui l'accompagne.

À l'avenir, nous devons redéfinir nos priorités nationales, davantage vers la libération et moins vers la construction de l'État dans les zones physiquement sous occupation militaire. Au niveau international, je poursuivrais la stratégie de reconnaissance de l'État que vous avez correctement et stratégiquement mise en œuvre lorsque Oslo s'est effondré. Tous les organismes palestiniens compétents devraient redoubler d'efforts et d'attention en ce sens. Accepter une performance médiocre sur la scène internationale nous fera reculer, car nous sommes attaqués politiquement et économiquement.

Sur le plan intérieur, nous sommes dans une situation désastreuse.

Monsieur le Président Abbas, vous continuez à occuper les quatre postes de responsabilité dans les institutions de notre pays. Président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) depuis le 11 novembre 2004 (15 ans), président de l'Autorité Nationale Palestinienne depuis le 9 janvier 2005 (14 ans), président de l'Etat de Palestine depuis le 8 mai 2005 (14 ans) et président de la plus grande faction de l'OLP, le Fatah, depuis 2009 (10 ans).

Une seule personne occupant toutes ces positions, personne d'autre ne peut être tenu pour responsable du progrès ou de l'absence de progrès.

Je ne suis ni politicien ni diplomate, mais je connais bien mon combat et je fais mon devoir au niveau national avec diligence. Je voudrais donc suggérer les mesures concrètes suivantes que vous pouvez prendre, proposées par ordre d'importance, pour saisir de manière proactive les opportunités offertes par cette tentative mal conçue dirigée par les États-Unis visant à apporter des ajustements structurels à notre lutte, à nos droits, à notre discours, et notre avenir.

1.

Tout d'abord, je vous exhorte à nommer immédiatement un délégué à chacun de vos postes et à veiller à ce que les politiques organisationnelles nécessaires soient en place afin de vous assurer que si, à Dieu ne plaise, vous deveniez invalide ou si vous mouriez, les délégués (j'utilise le pluriel à dessein, tous ces postes doivent être occupés par des personnes distinctes) soient automatiquement installés jusqu'à ce que des élections puissent être organisées pour chaque poste.

On peut se demander pourquoi vous avez refusé de prendre cette mesure à ce jour, notamment en arguant ne pas vouloir exposer un délégué à des pressions internes (ou pour qu'il ne soit pas « cramé politiquement »). Votre raisonnement a peut-être été noble dans vos calculs personnels, compte tenu de la complexité de la réalité interne dans laquelle nous vivons, mais cela ne peut plus être une justification valable, si jamais elle l'a été. L'enjeu est de taille, d'autant plus que le plan américain est maintenant en pleine mise en œuvre.

Pourquoi refuseriez-vous de le faire, surtout maintenant, sachant très bien qu'en raison de votre position courageuse, et fondée sur des principes, contre l'intransigeance israélienne, l'administration Trump et leur atelier à Bahreïn vous pourriez subir des conséquences personnelles sur votre propre bien-être ?

Aucun de nous n'a oublié le meurtre de feu Yasser Arafat et comment il est passé presque inaperçu. Aujourd'hui, rien ne les empêche de répéter ce crime, mais nous ne sommes pas préparés à en affronter les retombées, étant donné que notre système politique est actuellement obsolète.

2

Allez à Gaza demain matin. Entamez des conversations directes avec tous les dirigeants politiques du pays et visitez notre peuple à Gaza qui se sent à juste titre abandonné. Revenez chaque semaine, si

nécessaire, jusqu'à ce qu'une formule permettant de mettre en œuvre notre système politique soit mise en place, avec ou sans réconciliation historique entre le Hamas et le Fatah. N'attendez pas que cette étape soit terminée pour continuer cette liste d'actions.

3.

Dans un contexte électoral urgent, prenez immédiatement une décision de l'OLP et publiez un décret présidentiel pour promulguer et activer une nouvelle loi progressiste sur les partis politiques afin de permettre à de nouveaux groupes politiques de se réunir et d'entrer légitimement sur la scène politique palestinienne. Nous nous leurrions quand nous continuons à parler des partis politiques traditionnels comme s'ils étaient tous bien vivants ou même s'ils existaient aujourd'hui de manière politiquement significative. Si l'on ne permet pas à la pensée politique de se régénérer légitimement et de faire partie du paysage politique des Palestiniens, on ne peut que s'attendre à ce que les exclus ne détruisent le système.

Ces partis politiques renouvelés et émergents pourraient jouer un rôle crucial, quoique non exclusif, dans la tenue d'élections libres et ouvertes. Plus à ce sujet ci-dessous.

4.

Adopter immédiatement une décision de l'OLP et publier un décret présidentiel pour élargir le mandat de la Commission Électorale Centrale (CEC) afin de lui permettre d'entamer le processus long et fastidieux d'enregistrement des Palestiniens dispersés dans le monde.

Il est inacceptable qu'aucun effort sérieux n'ait été consenti pour créer un registre officiel de la population de tous les Palestiniens, et pas seulement de ceux sous occupation militaire. Cela est nécessaire maintenant pour préparer les élections, qui devraient se dérouler à tous les niveaux et de manière continue à partir de maintenant.

Bien que ce projet à long terme soit activé, la prochaine étape de la tenue d'élections ne devrait pas attendre que la CEC achève son nouveau mandat.

5.

Les élections doivent avoir lieu immédiatement, à tous les niveaux nationaux. Le système électoral actuel n'est peut-être pas parfait, mais c'est là que nous devons admettre ce que la profession d'avocat appelle « exceptions légitimes ». L'appareil électoral existant, même partiel et imparfait, ne devrait pas laisser passer 2019 sans renouveler tous les niveaux de responsabilité.

Vous devez d'abord préciser que vous n'avez pas l'intention de vous présenter à un mandat national - l'OLP, l'État de Palestine ou l'Autorité Nationale Palestinienne (si elle existe toujours). Quant à la poursuite de la présidence du Fatah, c'est la décision de votre parti, pas la nôtre.

La nécessité impérieuse d'organiser des élections n'est pas une nouvelle suggestion. Beaucoup vous ont fait cette demande, y compris Atty. Haytham Zu'bi dans le journal Al-Quds du 20 juillet 2013 dans un article intitulé « Conseil constitutionnel au président » (en arabe).

Nous sommes tous d'accord pour dire que la tenue d'élections appropriées, les divisions internes, l'occupation militaire israélienne, la fragmentation géographique, les changements régionaux, etc., sont compliqués, mais qu'aucune de ces raisons n'est une raison acceptable pour qu'un mouvement de libération nationale devienne et reste paralysé de l'intérieur.

Pendant près de trois décennies avant Oslo, le système de gouvernance de l'OLP était clandestin : pas idéal, mais fonctionnel. Nous devons tirer parti de ces expériences et de ces modalités pour

progresser dans la réalité nationale bloquée d'aujourd'hui. Qui a dit que nous devons tenir des élections ouvertes à la mode américaine ? Nous ne sommes pas les États-Unis ; nous sommes un peuple en lutte et attaqué de plusieurs façons. Attendre un environnement électoral idéal ne fonctionne pas. Nous devons utiliser ce qui fonctionne pour nous maintenant.

Les nouveaux partis politiques de l'OLP qui vont être créés et les anciens qui seront renouvelés peuvent avoir du poids et de la légitimité - en particulier à Jérusalem et à Gaza où des élections ouvertes et libres peuvent s'avérer peu pratiques, bien que pour des raisons très différentes. Alternativement, les organisations de la société civile enregistrées peuvent également jouer un rôle ici en termes de représentation communautaire, le cas échéant. Le fait est que certaines modalités peuvent jouer un rôle crucial en s'assurant que nous sommes tous représentés de la manière la plus complète possible, compte tenu de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons, dans la mesure où des élections appropriées ne seront pas réalisables partout.

Le Conseil National Palestinien (PNC), l'organe législatif suprême de l'OLP, doit être convoqué avec un retour à une composition plus inclusive, car la réunion la plus récente du 30 avril 2018 à Ramallah, après un intermède de 22 ans, relevait simplement d'acrobaties politiques.

Les dirigeants du PNC nouvellement élus, une fois de plus aussi inclusivement que possible, doivent alors convoquer des élections présidentielles. Ces élections devraient être ouvertes à tous les Palestiniens, quel que soit leur lieu de résidence.

Vous avez démantelé le Conseil Législatif Palestinien (PLC), mais vous l'avez fait sans délibération appropriée. Cette question, comme celle de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) mandatée par l'OLP, tous deux issus des mauvais accords de paix d'Oslo, devrait être le premier point à l'ordre du jour du nouvel agenda du PNC. Le PNC devrait décider de la place de ces deux entités dans l'organisation plus globale de la gouvernance palestinienne et prendre les mesures nécessaires en conséquence.

6

Dans l'hypothèse où il resterait opérationnel, le PNC nouvellement élu doit décider d'un mandat révisé pour le gouvernement de l'Autorité Nationale Palestinienne en vue d'une stratégie de libération. Cela doit empêcher la dynamique en vue de la construction d'un État d'être sous l'influence de bailleurs de fonds orientés par des considérations politiques, donateurs dont beaucoup ne reconnaissent même pas l'État de Palestine.

En effet, un bon point de départ serait de refuser l'aide de tout pays qui ne reconnaît pas la Palestine. Si nous sommes sérieux au sujet de la création d'un État, et nous le sommes, cela doit alors avoir un sens opérationnel.

De nombreuses actions supplémentaires et immédiates pourraient être entreprises dans ce contexte, telles que la réduction du nombre de ministères pour une approche plus stratégique, la création et la mise à niveau d'entités professionnelles dirigées par des fonctionnaires non liés à la politique partisane, les premières étapes dans le renforcement des capacités professionnelles indispensables pour l'avenir.

7.

Une nouvelle agence palestinienne devrait être créée pour diriger le mouvement de solidarité avec nous. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais il faut commencer sérieusement avant de passer à la prochaine étape concernant l'arène américaine. Que cet atout mondial ait été ignoré

pendant si longtemps est embarrassant. Si vous consultez vos archives présidentielles, vous trouverez une lettre que je vous ai envoyée le 13 janvier 2005, quelques jours après votre élection le 9 janvier 2005 à la présidence de l'Autorité Nationale Palestinienne. L'objet était le suivant : « International Palestine Solidarity Movement ». J'ai demandé un rendez-vous avec mon collègue israélien Jeff Halper, alors coordinateur du Comité israélien contre les démolitions de maisons. Nous voulions discuter de la stratégie de notre mouvement de solidarité sur la base d'un article publié par le professeur Halper dans le « Journal of Palestine Studies » et intitulé « [Paralysie de la Palestine : questions de stratégie](#) » (en anglais).

Je n'ai jamais eu de nouvelles de votre bureau et nous sommes aujourd'hui encore dans le besoin d'un tel mouvement fondé sur une réflexion stratégique.

8

Il est plus que temps que nous prenions les États-Unis au sérieux. En tant qu'allié stratégique d'Israël, les États-Unis sont beaucoup trop au cœur de notre misère actuelle pour que notre autorité politique puisse rester suspendue à un vœu pieux - en espérant qu'un gouvernement des États-Unis finira par retrouver sa raison et s'aligner sur ce qui est politiquement moral et historiquement correct. Ce n'est pas ainsi que les États-Unis fonctionnent.

Beaucoup, y compris moi-même, avons répété à maintes reprises que les États-Unis n'étaient pas Washington, DC ou la Maison Blanche. L'Amérique est composée de 50 États dotés d'une dynamique propre à chaque État. Si nous voulons vraiment avoir un impact sur la politique américaine, nous devons investir dans la réalité politique américaine, qui comprend une approche structurée envers nos amis américains, avec une attention appropriée et réfléchie envers notre diaspora, nos églises et mosquées, nos communautés minoritaires, le mouvement des femmes, les progressistes, les juifs de la génération Y et tant d'autres.

En parallèle, nous devons approcher le Congrès directement. Les représentants du Congrès et les sénateurs américains sont soumis aux mêmes pressions que les nôtres par l'occupation militaire israélienne. La majorité d'entre eux sont aveugles à notre histoire et aux dégâts causés par leurs politiques. Nous devons les instruire et maintenir une présence dans leurs affaires politiques.

Étant donné que les principales parties prenantes du monde arabe ont consenti à participer à la stratégie régionale renforcée des États-Unis, nous n'avons peut-être pas d'autre alternative que d'utiliser leurs liens avec les États-Unis pour solliciter leur aide afin d'ouvrir un canal de communication avec l'administration américaine, si ce n'est déjà fait. Nous pouvons ici nous inspirer du jeu de l'Iran et trouver un moyen stratégique de partager nos intérêts avec ceux d'États tiers, comme l'Iran l'a fait avec la Russie, l'UE et la Chine. Beaucoup verront cela comme un recul par rapport à votre position de principe vis-à-vis de l'atelier économique, mais cela ne devrait pas vous décourager. C'est le jeu des intérêts bruts et durs qui animent les États, avec lequel vous êtes beaucoup plus familier que moi.

Tout porte à croire que le système politique américain pourrait ne pas être assez puissant pour éjecter un président despotique, Trump. Au contraire : aussi incroyable que cela puisse paraître, il se dirige peut-être vers un second mandat. Après tous les échecs qu'il a subis, tant en Amérique qu'à l'étranger, il bénéficie de cotes de popularité d'à peu près 40%. La radiation d'électeurs, la manipulation électorale, la guerre des médias sociaux rendent l'issue de 2020 très incertaine. Pendant ce temps, le racisme arrogant de Trump est applaudi par ses partisans à travers l'Amérique. Cela renforce le conseil adressé par les observateurs dans le passé - principalement à vous et

auparavant au Président Arafat - selon lequel les États-Unis ne sont pas le cheval sur lequel miser, même s'il faut le prendre en compte.

Président Abbas,

Ce que je propose ci-dessus n'est pas nouveau, si ce n'est que le moment propice pour y donner suite, c'est maintenant.

J'ai choisi d'en faire une lettre ouverte, sachant très bien que les services de renseignements israéliens, qui ont infiltré tous les aspects de nos vies et qui ont été envoyés à titre privé ou public, en seront parfaitement informés de toute façon. Nous n'avons rien à cacher ou à craindre. Nous agissons de manière non violente pour atteindre notre liberté et notre indépendance.

Si vous êtes incapable d'agir avec un tel programme d'actions concrètes, alors peut-être que le moment est venu de passer le flambeau à d'autres pendant que vous serez présent pour nous guider et comme nous devons tous faire face aux retombées des défauts internes du passé.

J'espère que vous lirez cette lettre ouverte de manière constructive et responsable. Personne ne prétend avoir toutes les réponses, mais la politique ne peut attendre les réponses parfaites. Il est maintenant essentiel d'agir au bon moment et nous devons agir au mieux de nos capacités.

En lutte,

Sam

La traduction en arabe de cet article a été publiée dans les journaux Al-Quds (Palestine) et Al-Hadath (Palestine).

Sam Bahour est un consultant en affaires américano-palestinien de Ramallah / Al-Bireh en Cisjordanie. Il est conseiller politique pour Al-Shabaka, le réseau politique palestinien et est coéditeur de «Homeland: Histoires orales de la Palestine et des Palestiniens» (1994). Il blogue sur ePalestine.com. @SamBahour

Version originale en anglais : <https://medium.com/@sbahour/open-letter-to-chairman-of-the-plo-and-president-of-the-state-of-palestine-mahmoud-abbas-cef8315a23e>

Traduction AFPS Alsace